



Ahmed El Karm aux Tunisiens concernant le découvert bancaire : La BCT a durci sa politique !

Les Tunisiens ont été choqués récemment par un durcissement par leurs banques en ce qui concerne la politique des crédits bancaires et du découvert bancaire, communément appelé chez nous "le rouge". Pour expliquer les raisons de cette nouvelle politique, le président de l'Association professionnelle tunisienne des banques et des établissements financiers (APTBEF) et président du directoire d'Amen Bank Ahmed El Karm a été ce lundi 10 décembre 2018 l'invité de Hatem Ben Amara dans son émission Sbah El Ward sur Jawhara Fm.

Ainsi, M. El Karm a affirmé que *«ce n'est pas les banques qui ne veulent plus permettre à leurs clients le découvert bancaire ou leur accorder des crédits bancaires, mais c'est la Banque centrale de Tunisie (BCT) qui a durci sa politique monétaire»*. Il a indiqué que les banques doivent financer les crédits qu'elle accorde auprès de la BCT, car il y a un problème de liquidité en Tunisie.

L'ancienne politique avait conduit à la hausse de l'inflation qui est actuellement supérieure à 7% et les experts craignent qu'elle dépasse les 10%. Or, l'un des rôles principaux de la BCT, pour ne pas dire son premier et unique rôle, c'est justement la maîtrise de l'inflation, a-t-il expliqué.

Et d'ajouter que l'inflation est due au fait que la demande dépasse l'offre : *«la production en Tunisie n'a pas évolué comme il le fallait, la croissance étant assez faible n'ayant pas dépassé les 2 à 3%. En parallèle les salaires ont beaucoup augmenté ces dernières années ainsi que le recours au crédit et au découvert bancaire»*.

Ahmed El Karm a ainsi précisé que parmi les outils utilisés pour maîtriser l'inflation, la baisse des crédits bancaires –NDLR le découvert étant un genre de crédit–. C'est dans ce cadre que la BCT vient d'instaurer un nouveau ratio prudentiel «crédits/dépôts». Ce nouveau ratio oblige les banques à ce que la valeur des crédits ne doivent pas dépasser les 120% de l'ensemble de ces dépôts.

Le banquier a souligné qu'en 2010 la monnaie qui était en circulation hors du circuit bancaire était de 5 milliards dinars, aujourd'hui elle est de 13 milliards de dinars.

Pour intégrer le circuit parallèle dans l'officiel, M. El Karm estime qu'il faut baisser l'impôt, encourager les citoyens à épargner, encourager les citoyens à ne plus faire des transactions en liquide et mettre en place le paiement par mobile.

Source : Business News